



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2479>

Dr Mohamed Mahmoud Ould Mah, Secrétaire Général de l'UPSD : "Le candidat Ould Abdel Aziz arrivera en tête avec Ould Daddah ou Messaoud Boulkheir"



Date de mise en ligne : Samedi 18 juillet 2009

- Archives - Présidentielle juillet 2009 -

Union des Forces de Progrès

Le Secrétaire Général de l'Union Populaire Sociale Démocrate (UPSD), Dr Mohamed Mahmoud Ould Mah, est un homme politique très courtisé par les médias pour ses analyses pertinentes, son franc-parler et sa connaissance parfaite du microcosme politique, lui qui sait qui roule pour qui.

Mais c'est surtout parce qu'il ne soutient aucun candidat au premier tour de cette présidentielle du 18 juillet 2009 que nous l'avons rencontré pour l'entretien que voici :

Nouakchott-Info : Dans un communiqué, rendu public le 8 mai, bien avant l'Accord de Dakar, votre parti avait décidé de ne pas voter pour le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz en donnant les raisons. Est-ce que la position de votre parti a changé à la lumière des données nouvelles ?

Dr Mohamed Mahmoud Ould Mah : Non. Nous ne soutenons d'ailleurs aucun candidat au premier tour.

NI : Quelle sont les remarques et suggestions que vous inspire cette élection du 18 juillet 2009, dès lors que vous ne soutenez aucun des candidats, ce qui vous donne plus de recul par rapport à eux ?

MMOM : Cette élection attire de notre part les remarques et suggestions suivantes :

(1°) A trois jours de la date du 6 juin, initialement prévue, rares étaient ceux qui pensaient que l'élection allait être reportée, tant les positions des différents protagonistes sont restées inchangées.

(2°) Trois puissances occidentales, très présentes en Mauritanie, la France, l'Espagne et la République Fédérale d'Allemagne, pour ne pas dire l'Union Européenne, donnaient l'impression de se ranger du côté du général Mohamed Ould Abdel Aziz, au risque de soulever l'ire des ennemis du coup de force du 6 août 2008.

Finalement, ce n'était qu'une impression, car ces pays avaient fini par soutirer habilement à Ould Abdel Aziz tous ses attributs : démission de la présidence du HCE, recul de la date des élections du 6/6 au 18/7, la mise du HCE sous la coupe du gouvernement, l'attribution à l'opposition de la présidence de la CENI et de certains ministères importants (Intérieur, Communication, Finances, Défense, etc.) et la formation d'un gouvernement d'union nationale dont le décret est signé par l'ex-président. Il ne fallait pas plus pour que d'importants soutiens, tirés par certains hommes d'affaires, se détournent du candidat Ould Abdel Aziz

NI : Que pensez-vous de la campagne du candidat Mohamed Ould Abdel Aziz et de ses chances de succès face à l'accord de report de voix liant Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir en cas d'un deuxième tour ?

MMOM : En dépit de tout ce qui précède, le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz conserve une première chance d'arriver en tête au premier tour, car il possède encore des atouts : il a dirigé le pays durant dix mois où il a tout mis de son côté : les cadres, les notables, les chefs de tribus lui ont tous fait allégeance comme cela se doit à celui qui détient le pouvoir chez nous. Il a déjà fait sa campagne en sa qualité de chef d'Etat avec tous les honneurs qui accompagnent cette qualité. Par contre, il a contre lui son discours accusateur et qui n'épargne personne.

Quand on veut combattre les moufçidines en Mauritanie, surtout au sens large que Ould Abdel Aziz donne à ce mot, on risque de se faire beaucoup d'ennemis et de se retrouver finalement seul. S'agissant de sa campagne proprement dite, elle a comporté deux parties, l'une facile, celle qui prévoyait les élections le 6 juin et où le candidat Mohamed

Ould Abdel Aziz ne rencontre pas d'adversaires. Il pouvait même se payer le luxe d'envoyer certains soutiens aux autres candidats. L'autre partie, celle prévue par les Accords de Dakar, plus difficile celle-là.

Le candidat Ould Abdel Aziz semble n'avoir ni directoire, ni conseillers, ou s'il en a, il faudrait croire qu'ils ne sont pas écoutés. Nous pensons qu'un deuxième tour est inévitable, eu égard au nombre et à la qualité des candidats représentatifs, à des degrés divers, d'un électorat certain et à la dispersion des voix qui s'ensuivrait. Néanmoins, le candidat Ould Abdel Aziz arrivera en tête avec Ahmed Ould Daddah ou Messaoud Ould Boulkheir, mais le report des voix ne lui sera pas favorable à cause de l'accord signé entre les deux derniers candidats nommés. Il est vrai, par ailleurs, que le report des voix ne joue souvent pas bien, même dans les pays à grande tradition démocratique.

NI : Quelle lecture faites-vous des autres candidats dont vous évoquez la qualité et la représentativité ?

MMOM : Comme dans toute compétition, finalement, il n'y a qu'un seul gagnant ; mais ça n'a jamais été une raison de négliger les autres concurrents. Les motivations de candidatures sont nombreuses. Elles vont du souci de préserver son électorat à celui de négocier certains avantages au second tour. Kane Hamidou Baba : Il a l'avantage d'être un homme sans histoire, nous dirions même propre ; mais sa dissidence du plus grand parti d'opposition où il était la deuxième personnalité, ne sera pas payante ayant trop axé sa campagne sur le contentieux qui l'oppose à son président et à son parti au risque d'apparaître comme un candidat de légitimation de la candidature de Ould Abdel Aziz.

Le recours intenté devant le conseil constitutionnel contre la candidature d'Ely Ould Mohamed Vall n'est pas fait, non plus, pour le servir. Néanmoins, il appartient à une grande famille bien ancrée dans le terroir et possède des réels partisans qui suscitent un réel intérêt au second tour. Ibrahima Moctar Sarr : Aux dernières élections présidentielles de 2007, il avait réalisé un score honorable, parce que les votes de nos compatriotes du Sud se sont quasiment tous portés sur lui au premier tour, ce qui ne sera pas le cas cette fois pour un certain nombre de raisons :

- ▶ Il n'est pas le seul candidat de la communauté négro mauritanienne.
- ▶ Cette fois, il n'a pas tout son parti derrière lui. L'autre grande frange du parti soutient Messaoud Ould Boulkheir.
- ▶ Comme Kane Hamidou Baba, Ibrahima Moctar Sarr sera désavantagé par un vote utile dès le premier tour, de certains mauritaniens du Sud, en faveur de Messaoud Ould Boulkheir que beaucoup de ces compatriotes souhaitent voir accéder au second tour.
- ▶ En se portant candidat prématurément, et en apparaissant comme étant très proche de Ould Abdel Aziz, au début du coup de force, Ibrahima Moctar Sarr, qui émerge sur le budget de l'opposition démocratique, s'était discrédité, non seulement aux yeux de celle-ci, mais encore aux yeux d'une frange importante de l'opinion.
- ▶ Ibrahima Moctar Sarr ne fait rien pour infirmer les accusations de candidat du pouvoir et d'être un proche du général Mohamed Ould Abdel Aziz : au lendemain des journées de concertation, le président du HCE recevait au palais présidentiel, les chefs des partis non représentés au parlement. Ibrahima Moctar Sarr déclarait : « J'ai l'honneur d'être reçu pour la huitième fois par le président du HCE ». Devant les chefs des partis éberlués, restant muets, Ibrahima Moctar Sarr pouvait poursuivre :

« Je suis également heureux de retrouver ici présent le colonel Salem Ould Momou, mon ami d'enfance ; lui et moi et Sidi Ould Ketkatt occupions la même chambre quand nous étions au lycée. Salem s'était inquiété à mon sujet le jour des événements de 1966, il ne m'avait pas vu de la journée, il me croyait mort. » Quelques minutes plus tôt,

Ibrahima Moctar Sarr avait tenu les mêmes propos, cette fois au ministère de l'Intérieur. Ces propos avaient suscité, les commentaires suivants dans notre coin.

Au sujet des huit rencontres entre Ibrahima Moctar Sarr et le président du HCE, chacun de nous avait demandé à l'autre combien de fois il a été reçu par le président du HCE. - Une fois, répond un chef de parti. - 0 fois, répond l'autre. - Et toi Mohamed Mahmoud, combien de fois tu as été reçu par le président du HCE ? - Une fois, à mon retour des jeux olympiques de Pékin. Nous nous sommes demandés quel intérêt le président du HCE porte à Ibrahima Moctar Sarr plus qu'aux autres chefs de partis pour l'avoir reçu huit fois ? Maintenant que le président du HCE a dévoilé sa solution du passif humanitaire, on a compris, rétrospectivement, qu'Ibrahima Moctar Sarr y a été, peut-être, associé.

S'agissant de l'amitié qu'Ibrahima Moctar Sarr voue à Salem Ould Momou, nous avons tous pensé qu'il aurait pu trouver un autre souvenir moins triste et moins regrettable à soulever que celui des événements de 1966 pour évoquer cette amitié ; surtout quand il s'y prend par deux fois, au ministère de l'Intérieur et à la Présidence de la République. Mohamed Jemil Ould Mansour : Beaucoup de voix se porteront, sans doute, sur le nom du candidat du parti Tawassoul ; d'abord celles des militants de son parti et sans doute d'autres voix venant d'autres horizons pour d'autres raisons.

Je saisis cette occasion pour dire à mon ami Jemil, que j'ai trouvé trop laconique sa réponse à la question qui lui a été posée et relative à l'application de la Charia, une fois élu. Le candidat du parti Tawassoul répondait qu'il suffit d'appliquer la constitution, car celle-ci se réfère à l'Islam comme source de la loi. Ely Ould Mohamed Vall : Il n'est pas un candidat inconnu. Il a notamment présidé le CMJD durant la période transitoire 2005-2007. Il est entré tardivement dans la campagne électorale. Contrairement à la majorité des autres candidats, il n'a pas de parti.

Bien avant l'accord de Dakar, il a eu les faveurs d'être toujours épinglé par son cousin Mohamed Ould Abdel Aziz. On comprend qu'il n'a pu s'exprimer qu'après « le retour » de Sidi Ould Cheikh Abdallahi. Il a rallié à sa cause un nombre important de personnalités représentatives de l'ensemble du territoire. Un candidat à suivre pour l'avenir. Hamadi Ould Meimou : Sans aucun doute, le plus serein des candidats ; assez bien implanté dans les deux Hodhs, ce qui n'est pas une mince affaire surtout quand il s'agit d'apport de voix. Les notables de ces régions reviendront-ils sur leur engagement déjà donné à Ould Abdel Aziz ?

Saleh Ould Hanena : Son parti HATEM a fait partie du gouvernement de Ould Abdel Aziz et soutenu ce dernier pour l'élection prévue le 6/6. Il avait mis en garde Ould Abdel Aziz contre les accords de Dakar, opinion largement partagée d'ailleurs par d'autres soutiens de Ould Abdel Aziz qui pensent qu'il n'y a pas lieu de s'engager dans une entreprise mi figue-mi raisin ou un coup d'Etat ou une légalité constitutionnelle mais pas les deux à la fois. A la surprise générale, Saleh Ould Hanena décide de se porter candidat, ce qui ne sert pas Ould Abdel Aziz. Sghaïr Ould M'Bareck l'a si bien compris en se retirant en sa faveur.

NI : Que pensez de cette façon ostentatoire de déployer tant de moyens financiers dans la campagne ?

MMOM : La démocratie occidentale a toujours été une démocratie de l'argent. Ceux qui n'en ont pas n'y ont pas droit ; ils la subissent tout au moins. La démocratie n'a jamais servi les peuples. Elle a toujours servi des individus. On peut, sans exagérer, en dire ce qu'une grande figure de la révolution française de 1789 disait de la liberté avant d'être guillotinée : « ô liberté ! Que de crimes commis en ton nom ! ». Jusqu'à ces dernières années, les partis occidentaux se finançaient d'une façon opaque : des sociétés écrans sont créées à cette fin pour recevoir des commissions représentant un certain pourcentage sur les marchés publics par exemple ; des ministres se sont trouvés en prison et devant les tribunaux.

Quand les scandales soulevés par ces pratiques, sont devenus flagrants, la droite et la gauche décident, d'un commun accord, d'y mettre fin et de réglementer les financements des partis, des campagnes électorales. Cette démocratie, pourtant boudée en Europe, (50% environ d'abstention) nous est administrée sans tenir compte de nos réalités et sans culture démocratique véritable. La politique de l'ajustement structurel, décidée par les institutions monétaires internationales, avait pour objectif principal de faire disparaître l'Etat au profit du secteur privé, sans que les conditions d'une réelle privatisation soient réunies.

En un jour, en une nuit, les banques, les sociétés d'assurance et de télécommunications passent entre les mains de quelques hommes d'affaires qui sont devenus, pour l'occasion plusieurs fois milliardaires. Nos hommes d'affaires ont pris l'habitude de ne financer que le candidat au pouvoir. C'est pourquoi, ils couraient tous derrière Ould Abdel Aziz quand il était président du HCE et que les élections étaient prévues le 6/6.

Ould Abdel Aziz n'étant plus président et aucun des candidats n'est au pouvoir, nos hommes d'affaires se sont alors rués à la recherche du futur président en déployant, comme vous le dites, des moyens ostentatoires : des hélicoptères, les avions de certains candidats financés par nos hommes d'affaires sillonnent le ciel de la campagne électorale. Pour ce candidat, on loue un hélicoptère et on met à sa disposition un immense hôtel en guise de siège de campagne, pour un deuxième candidat, un autre homme d'affaires loue un avion et met également un hôtel à sa disposition.

On raconte que le même homme d'affaires a loué également un troisième avion pour un troisième candidat. Il s'agit, bien sûr, des trois candidats les plus en vue parmi lesquels doit sortir normalement le futur président qui sera sûrement, un président déjà hypothéqué. Sous d'autres cieux, on aurait ouvert des enquêtes, car ça pose un problème de moralité et de transparence. Nous avons encore à la mémoire la tempête de protestation soulevée en France au lendemain de l'élection du président français, quand ce dernier avait passé quelques jours de vacances dans le Yacht d'un milliardaire français et en s'y rendant dans l'avion personnel du même milliardaire.

Propos recueillis par Mohamed Ould Khattatt

Nouakchott Info